

**Art. 5.** Die wijzigingen zullen aan de Vergadering medegedeeld worden binnen een termijn van zes maanden en bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 januari 2009.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Openbaar Ambt en Gezondheid.

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport.

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 577

[C — 2009/31075]

#### 15 JANVIER 2009. — Décret modifiant le décret du 13 mai 2004 de la Commission communautaire française relatif à la cohésion sociale

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 5, alinéa 3, les mots "aux articles 8 et 9" sont remplacés par les mots "aux articles 12 à 14".

**Art. 3.** A l'article 10, alinéa 3, les mots ", préalablement à la décision du conseil communal" sont ajoutés in fine.

**Art. 4.** Un chapitre 5bis intitulé "Du centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes" est inséré entre le chapitre 5 et le chapitre 6.

Il comporte l'article suivant.

« Article 15bis. § 1<sup>er</sup>. Le Collège désigne et subventionne pour 5 ans renouvelables un centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes.

Ce centre régional est chargé de :

1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;

2° coordonner sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;

3° dispenser des cours d'alphabétisation aux personnes adultes, quelle que soit leur origine, qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'écrit en français;

4° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes adultes peu ou non scolarisées dont la langue maternelle n'est pas le français et qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'oral et de l'écrit en français;

5° former les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français visés aux points 3° et 4° ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;

6° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.

§ 2. Pour être désigné, le candidat doit remplir les missions prévues au § 1<sup>er</sup>, être une association sans but lucratif belge et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le candidat doit justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience en matière d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour adultes ainsi que d'une bonne connaissance des acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes en Région de Bruxelles-Capitale.

Le Collège détermine la procédure de désignation, de renouvellement et de retrait de la désignation du centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes. Celle-ci comporte un avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

§ 3. Le Collège détermine l'encadrement en personnel nécessaire à l'accomplissement des missions visées au § 1<sup>er</sup>.

Il détermine également le niveau des compétences en français à acquérir par les apprenants.

§ 4. Le Collège fixe le montant de la subvention forfaitaire octroyée au centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes désigné. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement.

Cette subvention est indexée suivant les modalités fixées par le Collège et liquidées suivant les modalités visées à l'article 17<sup>o</sup>.

**Art. 5.** A l'article 12, alinéa 2, les mots "Excepté les projets visés à l'article 5, alinéa 2" sont supprimés.

**Art. 6.** A l'article 15, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Les subventions au centre régional d'appui sont indexées suivant les modalités fixées par le Collège et liquidées suivant les modalités visées à l'article 17".

**Art. 7.** Le premier alinéa de l'article 17 est complété par la disposition suivante : "Ces subventions sont indexées suivant les modalités fixées par le Collège".

**Art. 8.** L'article 23 du décret devient le § 1<sup>er</sup> d'un nouvel article 23.

A l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "et de la signature" et "ou régional" sont supprimés.

La phrase de ce même alinéa est complétée par les mots suivants : "au plus tard 15 jours après la notification de la fin de la procédure de négociation du contrat communal".

L'article 23 est complété par les dispositions suivantes :

« § 2. L'association, qui se sent lésée en cours de contrat communal, par la non-reconduction d'une convention d'une durée de moins de cinq ans ou lors de la réaffectation de moyens devenus disponibles en cours de contrat, peut envoyer ses récriminations au Collège au plus tard 15 jours après la fin de la négociation de l'avenant au contrat communal.

Sur la base de celles-ci, le Collège charge ses services :

1° d'une mission d'inspection aux fins de vérifier si les règles d'élaboration de l'avenant au contrat communal ont été respectées;

2° d'une mission de médiation entre l'association et la coordination locale.

§ 3. L'association qui se sent lésée durant la négociation d'un contrat régional de cohésion sociale ou l'association qui a répondu à l'appel à projets pour un contrat régional de "cohésion sociale" et n'a pas été retenue, peut envoyer ses récriminations au Collège.

Le Collège organise une médiation entre l'association et ses services en présence des président et vice-président de la section "cohésion sociale" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé avant de prendre sa décision. »

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur à la date de parution au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 15 janvier 2009.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Cohésion sociale.

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme.

Mme Fr. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire.

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport.

\_\_\_\_\_

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 577

[C - 2009/31075]

15 JANUARI 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale cohesie

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 5, 3de lid, worden de woorden « in de artikelen 8 en 9 » vervangen door de woorden « in de artikelen 12 tot 14 ».

**Art. 3.** In artikel 10, 3de lid, worden de woorden « ,voorafgaandelijk aan de beslissing van de Gemeenteraad » in fine toegevoegd.

**Art. 4.** Tussen hoofdstuk 5 en hoofdstuk 6 wordt een hoofdstuk *5bis* ingevoegd, met als titel « Het Gewestelijk Centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen ».

Dat hoofdstuk omvat volgend artikel :

« Art.15*bis*. § 1. Het College stelt voor een vernieuwbare periode van vijf jaar een gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen aan dat het subsidieert.

Dat gewestelijk centrum wordt ermee belast :

1° Franstalige en niet-Franstalige volwassenen te onthalen en hen door te verwijzen naar de meest geschikte voorzieningen voor alfabetisering en Frans taalonderricht;

2° De voorzieningen voor alfabetisering voor Franstalige volwassenen en die voor alfabetisering en Frans taalonderricht voor niet-Franstalige volwassenen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te coördineren en, op verzoek van zijn partners, zijn methodologische en pedagogische vakkundigheid terzake ten dienste te stellen;

3° Alfabetiseringscursussen te verstrekken aan volwassenen, welke ook hun afkomst is, die niet beschikken over een toereikende schriftelijke taalbeheersing van het Frans;

4° Alfabetiserings- en Franse taalcursussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde volwassenen wier moedertaal niet het Frans is en die niet beschikken over een toereikende mondelinge en schriftelijke taalbeheersing van het Frans;

5° De personen op te leiden die instaan voor het verstrekken van de in de punten 3° en 4° bedoelde alfabetiserings- en Franse taalcursussen alsook de andere beroepsmensen die nodig zijn om deze opleidingen in te richten;

6° Bij zijn partners uit het verenigingsleven en de openbare sector geschoolde opleiders te detacheren om alfabetiserings- en Franse taalcursussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde personen.

§ 2. Om aangesteld te worden, moet de kandidaat de in § 1 bepaalde opdrachten vervullen, handelen in de hoedanigheid van een Belgische vereniging zonder winstoogmerk en hoofdzakelijk actief zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De kandidaat moet kunnen aantonen dat hij beschikt over een grondige kennis en ervaring op het vlak van alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen alsook over een goede kennis van de instanties die zich in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inlaten met alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen.

Het College bepaalt de procedure voor de aanstelling, de vernieuwing en de intrekking van de aanstelling van het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen. Deze omvat ook een advies van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid.

§ 3. Het College bepaalt de nodige personeelsomkadering voor de uitvoering van de in § 1 bedoelde opdrachten;

Het bepaalt tevens het vaardigheidsniveau dat de cursisten voor het Frans moeten verwerven.

§ 4. Het College bepaalt het bedrag van de forfaitaire subsidie die toegekend wordt aan het aangestelde gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen. De subsidie dekt de bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten.

Deze subsidie wordt geïndexeerd volgens de modaliteiten die door het College zijn vastgelegd en wordt uitbetaald volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 17.»

**Art. 5.** In artikel 12, 2° lid, worden de woorden « Met uitzondering van de projecten bedoeld in artikel 5, tweede lid » geschrapt.

**Art. 6.** In artikel 15 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 1ste en het 2de lid :

« De subsidies aan het Gewestelijk Ondersteuningscentrum worden geïndexeerd volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door het College en worden uitbetaald volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 17. »

**Art. 7.** Het eerste lid van artikel 17 wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Deze subsidies worden geïndexeerd volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door het College ».

**Art. 8.** Artikel 23 van het decreet wordt § 1 van een nieuw artikel 23.

In artikel 23, § 1, eerste lid, worden de woorden « en de ondertekening » en « of het gewestelijk » geschrapt.

De zin van datzelfde lid wordt aangevuld met de volgende woorden : « uiterlijk 15 dagen na de bekendmaking van het einde van de onderhandelingsprocedure van het gemeentelijk contract ».

Artikel 23 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« § 2. De vereniging, die zich in de loop van het gemeentelijk contract benadeeld acht, door de niet-verlenging van een minder dan vijf jaar durende overeenkomst of bij de herbestemming van de middelen die in de loop van het contract beschikbaar zijn geworden, kan hiertegen uiterlijk 15 dagen na afloop van de onderhandelingsprocedure van de bijakte bij het gemeentelijk contract protesteren bij het College.

Op basis hiervan belast het College zijn diensten :

1° met een inspectieopdracht om na te gaan of de uitwerkingsregels voor de bijakte bij het gemeentelijk contract werden nageleefd.

2° met een bemiddelingsopdracht tussen de vereniging en de plaatselijke coördinatie.

§ 3. De vereniging, die zich benadeeld acht tijdens de onderhandeling van een gewestelijk contract voor sociale samenhang of de vereniging die ingegaan is op de projectoproep voor een gewestelijk contract voor sociale samenhang en die niet in aanmerking werd genomen, kan hiertegen protesteren bij het College.

Het College belegt een bemiddeling tussen de vereniging en zijn diensten, in aanwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter van de afdeling Sociale Cohesie van de van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid. alvorens een beslissing te nemen. »

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 15 januari 2009.

B. CEREXHE,  
Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschap,  
belast met Openbaar Ambt en Gezondheid.  
Ch. PICQUE,  
Lid van het College van de Franse Gemeenschap,  
belast met Sociale Cohesie.  
Mevr. E. HUYTEBROECK,  
Lid van het College van de Franse Gemeenschap,  
belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme.  
Mevr. Fr. DUPUIS,  
Lid van het College van de Franse Gemeenschap,  
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer.  
E. KIR,  
Lid van het College van de Franse Gemeenschap,  
belast met Sociale Actie, Gezinnen en Sport.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 578

[S - C - 2009/31062]

**11 JUILLET 2008. — Règlement modifiant le règlement du 18 octobre 1991  
relatif à la subsidiation des mouvements volontaires de jeunesse**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent règlement règle une matière visée aux articles 136 et 166, § 3, 1<sup>o</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** Les alinéas 2 à 5 de l'article 3 du règlement du 18 octobre 1991 relatif à la subsidiation des mouvements volontaires de jeunesse modifié par le règlement du 12 décembre 1997 sont remplacés par les alinéas suivants

« Pour bénéficier d'un subside, la demande de subvention doit être faite au moyen du formulaire ad hoc qui peut être retiré auprès du service compétent de la Commission communautaire française ou téléchargé sur le site internet des services du Collège.

Le formulaire doit être renvoyé, dûment complété, à la Direction des Affaires culturelles et du Tourisme - Service Jeunesse, au plus tard pour le 30 avril de chaque année.

Compte tenu de la classification des asbl précisée à l'article 27 de la loi du 2 mai 2002, toute association exerçant ses activités depuis une année ou plus doit joindre au formulaire de subsidiation les documents repris ci-après :

- a) une copie de ses statuts;
- b) les comptes conformes à la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ainsi que le compte des dépenses et des recettes de l'activité subventionnée de l'année ou de la saison précédant la date de la demande susmentionnée;
- c) un budget prévisionnel de recettes et dépenses de l'année pour laquelle une subvention est demandée;
- d) un rapport moral des activités poursuivies lors de l'année ou de la saison précédant la date de la demande susmentionnée;
- e) la preuve du dépôt auprès du Greffe du Tribunal du Commerce ou de la Banque nationale des derniers comptes approuvés par l'Assemblée Générale.

**Art. 3.** L'article 4 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Tout mouvement volontaire de jeunes subventionné est tenu de faire mention du soutien de la Commission communautaire française et de son logo dans toutes les publications de l'association, y compris affiches, programmes et site internet. Il sera fait état du soutien de la Commission communautaire française dans tous les contacts avec les médias. Un exemplaire de chaque support promotionnel sera joint aux pièces justificatives ».

**Art. 4.** L'article 5 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Tout mouvement volontaire de jeunes subventionné dans le cadre de ce règlement aura à rentrer comme pièces justificatives autorisant la liquidation de la subvention, les factures ainsi que toutes les pièces éligibles correspondant à la réalisation des projets déterminés dans l'arrêté d'octroi du Collège.

Pour les subventions ne dépassant pas 3.100 €, la liquidation se fera en une seule tranche à partir de l'approbation de la tutelle. Les justificatifs des dépenses peuvent être remis a posteriori mais au plus tard à la date précisée dans l'arrêté d'octroi du Collège.

Pour les subventions dépassant 3.100 €, le subside sera liquidé en deux tranches :

- la première de 80 % sur présentation d'une déclaration de créance;
- la seconde de 20 % sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des pièces justificatives de la totalité de la subvention.

Tout mouvement volontaire de jeunes subventionné doit accepter le contrôle de la Commission communautaire française et lui fournir tous les documents qu'elle jugerait opportun de réclamer, notamment ceux exigés par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi de certaines subventions.